



**PRÉFET
DE LA MANCHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Normandie**

Unité bidépartementale Calvados Manche
477 Boulevard de la Dollée
BP 70271
50001 Saint-lô Cedex

Saint-lô, le 03/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOC DES ATELIERS LOUIS VUITTON

La Lande Martel
50220 Juilley

Références : 2026-133
Code AIOT : 0005305671

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/03/2026 dans l'établissement SOC DES ATELIERS LOUIS VUITTON implanté 2 ROUTE DU ROCHER 50220 Juilley. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOC DES ATELIERS LOUIS VUITTON
- 2 ROUTE DU ROCHER 50220 Juilley
- Code AIOT : 0005305671
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Louis Vuitton exploite sur la commune de Juilley deux usines de fabrication de maroquinerie de luxe (sacs à main, sacs de voyage, etc.). Le premier établissement (site n° 1) est situé 12 route de la Baie et a été construit en 2001, tandis que le second établissement (site n° 2) est situé route de la Lande Martel et a été construit en 2003.

Le site n° 1 est utilisé pour la réception des peaux, le repérage des défauts (par digitalisation), la découpe et l'affinage des peaux.

Le site n° 2 est utilisé pour préparer les peaux et fabriquer les sacs. Une zone dédiée aux pièces détachées, à destination de toute la France, est également présente sur le site n° 2.

Les deux établissements emploient au total environ 770 personnes (site n° 1 : 320 p. - site n° 2 : 450 p.).

La présente inspection a concerné le site n° 2.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 1
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Besoins en eau et moyens pour répondre à ce besoin en eau	Arrêté Préfectoral du 07/08/2019, article 8.7.3.	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Plan des moyens incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	Sans objet
3	Disponibilité des réserves d'eau et moyens de pompage et état par sondage	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Sans objet
4	Registre, tests, maintenance et	Arrêté Ministériel du 07/08/2019, article 8.7.2.	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	contrôles des moyens de lutte incendie		

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente inspection s'inscrit dans le cadre d'une action "coup de poing" régionale. Cette action vise à s'assurer que l'exploitant a une bonne connaissance du caractère opérationnel des moyens de défense incendie.

Les moyens de lutte contre l'incendie existants du site sont des moyens communaux, définis lors de l'instruction du dossier d'autorisation initial. Depuis l'inspection réalisée en 2025 sur le présent site, l'exploitant prévoit la mise en place de réserves d'eau. Il a réalisé une nouvelle note de calcul selon le guide pratique D9 afin de dimensionner ses besoins en eau. Une réserve souple d'un volume de 240 m³ est en cours d'installation sur le site, tandis qu'une deuxième réserve du même volume est prévue pour l'année 2026.

L'inspection des installations classées souligne la démarche et attend de l'exploitant la mise en place d'un suivi régulier une fois ces nouvelles réserves installées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Besoins en eau et moyens pour répondre à ce besoin en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/08/2019, article 8.7.3.
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant dispose également des réserves d'eau suivantes mises à disposition par la communauté de communes de Ducey : <ul style="list-style-type: none"> réserve de 120 m³ à l'entrée du site SALV2, avec appoint de 30 m³/h soit un total de 180 m³ disponible sur 2 heures, réserve de 120 m³ à l'entrée du site SALV1, avec appoint de 30 m³/h soit un total de 180 m³ disponible sur 2 heures, réserve de 180 m³ au carrefour RD 998/RD 313/RD107,

- réserve de 120 m³ à l'entrée du bourg (RD 998).

L'exploitant s'assure de leur disponibilité opérationnelle périodiquement (vérification du débit a minima annuellement). Les moyens en eau sont réceptionnés par les services d'incendie et de secours.

Constats :

Les moyens incendie des sites des Ateliers Louis Vuitton à Juilley sont décrits dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du présent site, comprenant des réserves communales situées en entrée des deux sites (d'un volume individuel de 120 m³) et de réserves situées au sein du bourg de Juilley.

Lors de l'inspection réalisée sur le présent site en 2025, l'exploitant s'est engagé à réaliser une note de dimensionnement basé sur le guide pratique D9, afin de mettre en place des réserves internes et assurer des moyens de lutte contre l'incendie adaptés au risque.

Lors de la présente inspection, l'exploitant a présenté les résultats de cette note de calcul, les besoins en eau pour le site n° 2 s'élevant à 420 m³, soit 210 m³/h pour deux heures. L'exploitant a programmé l'installation de deux réserves souples d'un volume unitaire de 240 m³ pour couvrir les besoins en eau du site. L'exploitant a procédé à l'installation d'une des deux réserves en fin d'année 2025. L'inspection des installations classées a pu constater l'aménagement de la voirie afin de répondre aux exigences relatives à l'accessibilité des secours. La réserve installée n'est pas encore opérationnelle. L'exploitant réalisera une réception de cette réserve une fois remplie et une fois les aménagements connexes réalisés (marquage au sol, panneau notamment). Cette réception devra être réalisée avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) de la Manche, afin d'établir une première reconnaissance opérationnelle et s'assurer de l'accessibilité des engins de secours.

L'installation de la seconde réserve est prévue pour l'année 2026.

L'inspection des installations classées précise enfin qu'au regard du nouveau calcul de dimensionnement, les prescriptions liées aux moyens incendie du site seront à reprendre dans le cadre d'un nouvel arrêté préfectoral complémentaire.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de s'assurer de la bonne réception

des réserves d'eau (réalisée et prévue) en collaboration avec le SDIS de la Manche.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Plan des moyens incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les plans, en particulier, pour les installations concernées : - les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnées à l'article 48 avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des interrupteurs ou arrêts d'urgence prévus au point B de l'article 66 ainsi que des moyens de protection incendie ; ... - le plan des équipements et moyens de lutte contre l'incendie et d'intervention prévus à l'article 68 du présent arrêté;
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente le plan des moyens incendie qu'il a transmis au SDIS de la Manche dans le cadre du suivi du site. Ce plan comprend l'ensemble des moyens de lutte contre l'incendie présents à l'intérieur du bâtiment (extincteurs, RIA, porte coupe-feu, déclencheur manuel d'alarme, centrale incendie, ...).</p> <p>Le plan des moyens incendie est affiché dans les lieux de passage (entrée) et dans chaque atelier. Les moyens incendie sont également repérables aisément, une large bande rouge étant peinte au niveau de chaque extincteurs et chaque RIA sur une hauteur suffisante pour être visible depuis l'ensemble de l'atelier.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Disponibilité des réserves d'eau et moyens de pompage et état par sondage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Moyens d'intervention en cas d'accident.</p> <p>Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.</p> <p>« L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-</p>

feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.
<p>Constats :</p> <p>Comme évoqué au point n° 1, la mise en place de deux réserves d'eau d'un volume unitaire de 240 m³ est prévu sur l'année 2026. Ces volumes couvriront les besoins en eau du site au regard de la note de calcul D9 réalisée par l'exploitant.</p> <p>La première réserve installée n'est pas encore complètement remplie, et l'affichage (marque au sol pour l'interdiction de stationner et l'installation de panneaux d'affichage) est encore à réaliser. Les poteaux d'aspiration sont installés et une zone de manœuvre et de stationnement pour les engins de secours a été aménagée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de s'assurer, pour la réception des réserves d'eau par le SDIS de la Manche, que les réserves restent accessibles et correctement signalées (marquage d'interdiction de stationner et panneaux d'affichage).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Registre, tests, maintenance et contrôles des moyens de lutte incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 07/08/2019, article 8.7.2.	
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie	
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.</p> <p>L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur.</p> <p>L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p> <p>Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement par un organisme extérieur les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie suivants selon la fréquence définie ci-dessous :</p>	
Type de matériel	Fréquence minimale de contrôle
Extincteurs	Annuelle

Robinets incendie armés (RIA)	Annuelle
Installation de détection incendie	Annuelle
Installations de désenfumage	Annuelle
Portes coupe-feu	Annuelle

Constats :

Concernant les réserves d'eau, l'inspection des installations classées rappelle qu'un entretien régulier devra être mis en œuvre.

Concernant les moyens de lutte au sein du bâtiment (extincteurs, RIA, ...), l'exploitant a présenté les derniers rapports Q4 (extincteurs) et Q5 (RIA), datant tous les deux de janvier 2026. Quelques observations sont relevées dans le dernier rapport Q4, aucune observation n'est relevée dans le dernier rapport Q5. L'exploitant dispose d'un outil de suivi pour lever les non-conformités / observations sur le site. Il a présenté, à la suite de l'inspection, un extrait de cet outil sur les observations réalisées pour le rapport Q4.

Remarque : un certificat Q5 est un compte-rendu de vérification des robinets d'incendie armés établi sur la base d'un référentiel de l'APSAD (assemblée plénière de sociétés d'assurances dommages). Un certificat Q4 est un compte-rendu de vérification des extincteurs portatifs et mobiles.

Type de suites proposées : Sans suite